



---

*Délégation à la conférence sur l'avenir de l'Europe*

---

DCFE\_PV(2022)0429\_1

# PROCÈS-VERBAL

**de la réunion du 29 avril 2022, de 15 heures à 16 heures**

**Strasbourg**

**Salle WEISS N1.4**

La séance est ouverte le vendredi 29 avril 2022, à 15 h 8, sous la présidence de Guy VERHOFSTADT (président).

*(Retransmission en ligne)*

**1. Adoption de l'ordre du jour**      Projet d'ordre du jour (2022)2904\_1\_EN

Le projet d'ordre du jour est adopté en l'état.

**2. Communications de la présidence**

Le président annonce une modification de la composition de la délégation du Parlement européen: à partir du 31 mars, M. François ALFONSI (Verts/ALE) remplace Mme Salima YENBOU.

En outre, le président informe les membres qu'une réunion du conseil exécutif a eu lieu le 26 avril et qu'une réunion des membres et observateurs du Parlement au sein du conseil exécutif a eu lieu ce jour, le 29 avril.

Le président donne également des informations sur la manifestation de clôture de la conférence du 9 mai.

### **3. Préparation de l'assemblée plénière de la conférence des 29 et 30 avril 2022**

Le président ouvre le débat sur ce point. Il remercie les présidents des groupes de travail et les coordinateurs du Parlement européen pour leur travail et informe les membres des propositions du groupe de travail soumises à l'assemblée plénière de la conférence pour approbation.

Il indique que, lors de la réunion du Parlement européen qui s'est tenue le matin même, les membres du conseil exécutif ont recueilli un soutien majoritaire en faveur de l'approbation des propositions.

Il informe les membres que toute position minoritaire comportant des opinions divergentes sur les propositions peut faire l'objet d'une déclaration écrite ne dépassant pas 200 mots et sera annexée au procès-verbal et publiée sur le site internet de la délégation du Parlement européen à la conférence.

Le président donne la parole aux députés au Parlement européen et aux observateurs du conseil exécutif, afin qu'ils présentent les positions de leurs groupes politiques sur les propositions relatives à l'assemblée plénière de la conférence, puis procède à un tour de parole des orateurs des groupes politiques et des NI.

Interviennent: M. Manfred Weber; M<sup>me</sup> Iratxe García Pérez; M. Pascal Durand; M. Daniel Freund; M. Gunnar Beck; M. Michiel Hoogeveen; M. Helmut Scholz; M. Paulo Rangel; M<sup>me</sup> Gabriele Bischoff; M<sup>me</sup> Nicola Beer; M. Damian Boeselager; M. Fernando Barrena.

Le président conclut que, compte tenu des positions favorables exprimées par cinq groupes politiques, représentant une large majorité, il pourrait exprimer le soutien de la délégation du Parlement européen aux propositions lors de l'assemblée plénière de la conférence. Cette conclusion est approuvée par acclamation.

Des déclarations écrites exprimant des positions minoritaires ont été présentées par Sandra Pereira, Zdzisław Krasnodorski au nom du groupe ECR, Carles Puigdemont, ainsi que Christine Anderson, Gerolf Annemans, Gunnar Beck, Mara Bizzotto, Susanna Ceccardi, Roman Haider, Laura Huhtasaari, Peter Kofod, Hélène Laporte, Jaak Madison, Thierry Mariani, Philippe Olivier, Alessandro Panza, au nom de ID.

### **4. Questions diverses**

Néant

### **5. Prochaine réunion**

À confirmer

La séance est levée à 16 h 2.

## OPINION MINORITAIRE

Déposée par Sandra Pereira

Comme nous l'avons dit lors de sa création, nous pouvons aujourd'hui constater que les conclusions de la conférence sur l'avenir de l'UE sont depuis longtemps prédéterminées, car elles traduisent en substance l'insistance sur la voie, la politique et l'action de longue date de l'UE.

Citons à titre d'exemple, l'insistance sur l'idée fausse que la démocratie est renforcée par l'abolition de la règle de l'unanimité au Conseil, alors qu'en fait, cette règle préserve l'égalité des États et veille à ce qu'une décision ne soit pas imposée à l'encontre de leurs intérêts; ou encore les listes dites transnationales pour les élections au Parlement européen, qui, en plus d'exacerber les déséquilibres et les distorsions existants, représenteraient une création artificielle qui ne correspondrait pas à la réalité en Europe et aux intérêts des peuples.

Ce qui est action, c'est plutôt une opération visant à approfondir le néolibéralisme, le fédéralisme et le militarisme, comme il ressort des conclusions, c'est-à-dire des choix qui sont responsables de la régression des droits sociaux et des droits du travail, de l'accroissement des inégalités et de la concentration monopolistique, du mépris de la souveraineté et de la paix.

L'Europe que nous défendons a besoin d'une autre voie de coopération entre États souverains et égaux en matière de droits, de progrès social et de paix.

Nous exprimons donc clairement notre rejet de ces conclusions et de ces objectifs.

## OPINION MINORITAIRE

Déposé par Zdzisław Krasnodębski, au nom du groupe ECR

Le groupe ECR a participé de bonne foi, espérant que la conférence serait une véritable consultation publique sur l'avenir d'une Union européenne qui manque de plus en plus de proximité avec le citoyen. [www.ecrthefuture.eu](http://www.ecrthefuture.eu)

Malheureusement, la conférence a échoué.

Le caucus fédéraliste a simplement élargi la bulle bruxelloise en une bulle de conférence, en collaborant avec les ONG alliées centralisatrices pour diriger le processus.

La surreprésentation des jeunes (trois fois leur juste part), le biais d'autosélection dans le recrutement des participants, le choix d'experts de la même sensibilité et la définition d'un programme centraliste, tout cela a nui à la crédibilité du processus.

Les recommandations des citoyens et les commentaires de la plateforme en ligne ont été remplacés par des documents préparés au sein de nouveaux «groupes de travail» dont les députés fédéralistes ont pris le contrôle. Ils ont trié les propositions des citoyens et sélectionné les idées qui correspondaient déjà aux leurs.

Deux des quatre composantes – celles qui représentent nos démocraties nationales au Conseil et les parlementaires nationaux – n'ont pas approuvé les conclusions, en réservant leurs positions et en se contentant de transmettre les propositions. Le Parlement n'a pas non plus approuvé les conclusions à l'unanimité.

Il n'y a pas eu de grand débat public ni de sensibilisation du public à sa tenue.

Nous rejetons donc les conclusions et estimons que les propositions et mesures clés devraient maintenant être mises à l'épreuve de manière approfondie au moyen de sondages d'opinion indépendants dans chaque État membre.

## OPINION MINORITAIRE

Déposée par Carles Puigdemont i Casamajó

Tout en félicitant tous ceux qui ont participé à la conférence sur l'avenir de l'Europe depuis sa création, je tiens à souligner qu'elle n'a pas donné lieu à une véritable participation des citoyens. La proposition visant à faire du catalan une langue officielle de l'UE, à savoir «10 millions de voix, faire du catalan une langue officielle de l'UE», approuvée par 915 voix au sein de la plateforme numérique multilingue (MDP), et la plus approuvée dans la catégorie «Valeurs et droits, état de droit et sécurité», n'a même pas été débattue au sein du groupe de travail du même nom. Il en va de même de la proposition «Pas de deux poids, deux mesures dans la défense de la démocratie et de l'état de droit», la deuxième plus approuvée dans cette même catégorie (626 voix). L'exemple le plus frappant est la proposition «Pour un mécanisme de clarté sur le droit à l'autodétermination», la plus approuvée de l'ensemble de la conférence (1002 voix au sein de la MDP), et dans la catégorie «Démocratie européenne».

Le fait que ces trois propositions n'aient même pas été débattues ni prises en considération par leurs groupes de travail respectifs pose de nombreuses questions quant à savoir qui a orienté les travaux de la conférence. Par conséquent, il est difficile pour moi d'approuver totalement la procédure et l'issue de la conférence.

## OPINION MINORITAIRE

Déposée par Christine Anderson, Gerolf Annemans, Gunnar Beck, Mara Bizzotto, Susanna Ceccardi, Roman Haider, Laura Huhtasaari, Peter Kofod, Hélène Laporte, Jaak Madison, Thierry Mariani, Philippe Olivier, Alessandro Panza, au nom de ID

Le groupe ID s'oppose aux conclusions de la conférence. Celles-ci reflètent des questions controversées au sujet desquelles le Parlement est divisé. Il n'y a pas eu de participation citoyenne car le nombre de citoyens participants par rapport à la population des États membres de l'UE n'était que de 0,00001 %.

Une intégration européenne plus poussée n'est pas la solution qui permettra de mieux faire face à l'avenir. Le rapport final aurait dû être un document ouvert comprenant toutes les différentes contributions. Les documents finaux ne contiennent pas tous les avis sur un pied d'égalité, mais se concentrent sur les points de vue préalablement convenus au sein du caucus fédéraliste. Les points de vue autres que celui consistant à plaider pour une intégration européenne plus poussée et la mise en place d'une union fédérale entre les États membres n'ont pas été suffisamment représentés et ont disparu mystérieusement des conclusions de la conférence, comme cela a été le cas pour les contributions sur la plateforme multilingue, qui incluaient également des points de vue sceptiques sur l'UE, mais qui n'ont jamais fait partie des discussions ou des conclusions.

La conférence n'a été ni démocratique, ni légitime, ni transparente. Nous dénonçons ses conclusions comme étant préécrites et politiquement orientées, transmutant la «bulle bruxelloise» largement critiquée en une «bulle de la conférence», à savoir l'abolition du principe de l'unanimité au Conseil et l'appel à une convention de révision des traités.

## **LISTE DE PRÉSENCE**

### **PRÉSENTS PHYSIQUEMENT DANS LA SALLE**

ANGEL, BARRENA ARZA, BECK, BEER, BENIFEI, BENTELE, BISCHOFF, BOESELAGER, CASTALDO, CHARANZOVÁ, CLUNE, DORFMANN, DURAND, FARRENG, FIDANZA, FREUND, GAMON, GARC A PÉREZ, GLAVAK, GOZI, HOMS GINEL, HOOGEVEEN, KUBILIUS, MITU A, NEGRESCU, PAGAZAURTUNDÚA, PEREIRA, PETIKÄINEN, RANGEL, RUIZ DEVESA, SCHOLZ, SILVA PEREIRA, TOIA, VERHOFSTADT, WISELER-LIMA